

Sur les pas de Juppé 1995 et Villepin 2006, Macron: « droit dans ses bottes », contre le peuple !

Retrait pur et simple du projet de « retraite par points »!

Le mépris du peuple rend sourd. Macron n'entend rien de la protestation populaire contre sa politique antisociale en faveur de la finance et des super-riches. Il ignore le bruit qui monte des manifestations massives, des grèves déterminées, de l'opposition majoritaire à son nouveau projet de casse de notre système de retraite solidaire, avec la « retraite par points ».

Appliqué et laborieux, le 11 décembre 2019, le premier ministre Philippe n'a fait que confirmer toutes les craintes. Loin de se contenter de chercher à « sauver la face », Macron fait le choix du passage en force sur les retraites pour faire passer tout son programme de contre-réformes et de destruction des services publics et des acquis sociaux et démocratiques, coordonné avec l'UE du capital. Malgré la période de l'année, le durcissement probable de l'affrontement, la mobilisation populaire, la convergence des luttes, doivent encore s'amplifier pour le faire plier.

Depuis des mois, le pouvoir est évasif et refuse de mettre en débat le vrai contenu de son projet. Acculé à se dévoiler, Edouard Philippe ne parvient pas à masquer que:

Au nom de « l'équité », le régime macronien entend utiliser les différences historiques entre les régimes de retraite pour abaisser les droits de tous.

Au nom de « l'universalité », le régime macronien veut se donner, avec le système « par points », le moyen d'abaisser mécaniquement, d'un coup, toutes les retraites, par exemple à la faveur d'une « crise financière ». La valeur du « point », déconnecté de la carrière des retraités et des cotisations sociales, sera la variable d'ajustement : évidemment à la baisse.

Au nom de la « responsabilité », Edouard Philippe confirme la perspective de passage de 62 à 64 ans de l'âge de départ à plein droit (d'ici 2027), aggravant encore les dispositifs Sarkozy-Fillon (2010) et Hollande-Touraine (2017).

Sous-traiter la « gouvernance » des retraites, la fixation de la « valeur du point » aux « partenaires sociaux », avec le patronat en position dominante et le gouvernement en arbitre, n'a rien de rassurant. On le voit aujourd'hui dans les coupes sombres des allocations chômage.

Le premier ministre n'a pas davantage rassuré sur les situations particulières.

Pour diviser les générations, il prétend épargner les salariés nés avant 1975 (au lien de 1963 dans le projet Delevoye). Si la retraite par points est vraiment un don du ciel, pourquoi en priver les plus âgés ?

E. Philippe promet un minimum de pension à 85% du SMIC net. C'est une misère et, encore, ces 1000 euros par mois, ce sera seulement pour ceux qui auront cotisé au moins 43 ans au niveau du SMIC, arrivé à 62 ans puis 64 ans. Autant dire quasiment personne! Pour les autres, ce sera la pauvreté, le minimum vieillesse payé par la collectivité.

Pour les femmes, les familles, les réversions, le discours du premier ministre prépare, globalement, de nouvelles dégradations. Un petit mieux, peut-être, pour les parents d'un enfant unique, mais beaucoup moins pour les familles nombreuses et les veufs et veuves dont le conjoint avait à peu près le même salaire. Et combien de diables encore dans les détails?

Pour les régimes dits « spéciaux », notamment SNCF et RATP, le premier ministre renvoie à des négociations dans les branches et les entreprises. C'est un chantage inacceptable. Le gouvernement et le patronat veulent diviser le monde du travail, isoler et stigmatiser les agents des services publics. Ils veulent les pousser à accepter la cassø.de leur service public, la destruction des monopoles publics, en contrepartie de la sauvegarde de quelques miettes de leurs acquis sociaux.

A EDF et GDF, on a vu où cela menait : à des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, au bradage au privé de GDF (qui a été dissoute!), au démantèlement de la distribution, maintenant au scandaleux projet « Hercule » de scission d'EDF et de privatisation de la moitié de l'entreprise nationale. Signez la pétition : https://edf-stop-scission-privatisation.fr/!

Aux agents hospitaliers, en cherchant à diviser les catégories (infirmières/aide-soignantes), E. Philippe promet de petits arrangements, dérisoires par rapport à la colère qui s'exprime dans les services et hôpitaux publics devant le détournement des financements de l'assurance maladie vers le privé. Quelques primes qui seront avalées par l'abaissement des retraites? Ce n'est pas du tout pour cela que l'hôpital se mobilise le 17 décembre dans une journée nationale de grève et de manifestation.

Aux enseignants, dans la foulée d'Edouard Philippe, le ministre Blanquer propose un chantage indécent et méprisant. Pour limiter les pertes de 300 à 600 euros par mois sur leurs retraites et obtenir quelques primes et augmentations, les enseignants et personnels devraient accepter la dégradation des conditions de travail, la dénaturation de leur profession, l'abandon de la priorité à la transmission des connaissances, la transformation en « garde-chiourne » du système.

Il est clair que Macron joue la provocation, tente de passer en force, en profitant du calendrier avant Noël. Peutêtre va-t-il se trouver des comparses pour tenter de dévier le conflit vers la violence. Mais il a le pays contre lui! Sur des projets de moindre ampleur, les mêmes prétentions autoritaristes de Juppé en 1995 ou de Villepin en 2006 se sont platement écrasées. En 2019, les politiciens de la droite et de la « gauche » traditionnelles, ceux qui ont saboté, à tour de rôle, depuis 30 ans, le financement et les prestations de la sécurité sociale, n'osent même pas soutenir Macron (Ils pensent sans

doute aux municipales). Même le patronat se fait discret.

De nouvelles catégories rentrent dans la lutte : routiers, pompiers, gardiens de prison, même policiers. Dans les villes petites et moyennes, les manifestations sont considérables en rapport à la population. Elles traduisent le rejet de la casse sociale et économique, de la désertification des territoires en services publics. La question du pouvoir d'achat, c'est celle des salaires d'abord, des retraites, celle du refus de l'explosion des tarifs des biens de base, gonflés par les délocalisations, par les privatisations, par les profits, la finance et la spéculation.

La colère générale, transformée en lutte conséquente, peut et doit aboutir à mettre en échec la politique de Macron, serviteur de l'argent-roi et de l'UE du capital.

La bataille contre la « retraite par points » est un point de convergence naturel pour l'immense majorité des travailleurs.

La section du PCF Paris 15ème vous appelle à participer à toutes les mobilisations, notamment à la manifestation du mardi 17 décembre 2019, en lien avec l'action des agents hospitaliers. Nous appelons à soutenir les enseignants, les agents de la SNCF et de la RATP, ceux des finances publiques etc. en lutte. Nous vous invitons à prendre contact avec nous et avec les syndicats pour prendre connaissance des lieux de mobilisation, des actions militantes, à proximité, dans les quartiers et les entreprises de notre arrondissement et les rejoindre

Macron joue à « ça passe ou ça casse ». Ripostons ! Il ne s'agit pas seulement du grave sujet des retraites, mais de tout son plan de liquidation des acquis sociaux, économiques et démocratiques de notre pays !

TOUS ENSEMBLE JUSQU'A L'ABANDON DU PROJET DE RETRAITE PAR POINTS, POUR FAIRE RECULER TOUTE LA POLITIQUE DE MACRON!

<u>COMMUNISTES, NOUS SOUTENONS ET PORTONS CES REVENDICATIONS:</u> Le RETRAIT DE TOUT PROJET DE

RETRAITE PAR POINTS. Nous nous battons pour la retraite à 60 ans, complète avec 37,5 annuités. Ces paramètres correspondent à la réalité des carrières et posent le lien essentiel, solidaire, entre travailleurs actifs et retraités. Le financement doit se faire par la fin des exonérations et autres cadeaux au patronat (CICE) qui pèsent plus de 60 milliards d'euros par an. / Un plan d'urgence pour l'hôpital public avec suspension de toutes les fermetures de services et d'hôpitaux, avec 4 milliards d'euros immédiatement en 2020 pour la revalorisation des professions, l'embauche, l'investissement./ La défense et la reconquête des monopole publiques SNCF-RATP-EDF/ Le retrait du plan Darmanin de saccage des services des Finances Publiques/ Le retrait des projets Riester contre Radio-France et France-TV/ L'abandon des réformes inégalitaires du baccalauréat et du lycée/ Des moyens pour les écoles/ le maintien des APL et de toutes les aides sociales spécifiques que le projet de « revenu universel » veut écraser: L'annulation de la réforme-étatisation de l'assurance chômage/ La sortie de la France de l'OTAN et la basse des dépenses militaires etc. FACE AU « EN MÊME TEMPS: LE TOUS ENSEMBLE! »

Organisez votre colère, faites le choix de la lutte, adhérez !		RAISON
Nom :	Prénom :	SO PCF M
Adresse :		
Téléphone :	Mail :	The state of the s
PCF Paris 15ème, 130 rue Castagnary, 75	015 PARIS — 01 48 28 60 05 — pcfparis15@orange.fr — www.pcf-paris15.fr	3,2